

Des crevettes, des hélicoptères... et l'Élysée

Bertrand COUTEAUX (promotion 1976) a commencé sa carrière à l'Ifremer, au Centre océanologique du Pacifique puis à l'Unité environnement littoral de Brest. Il a ensuite exercé le métier de consultant international dans plus de trente pays. Il a été conseiller du ministre de la mer au Sénégal de 1987 à 1991. En 1996, il rejoint Madagascar où il participe en tant que secrétaire général à la fondation du Groupement des aquaculteurs et pêcheurs de crevette de Madagascar (GAPCM). À ce titre il est à la base de toutes les grandes réformes de ce secteur et sera nommé officier de l'ordre national de Madagascar. En 2005, il rejoint le groupe Unima comme secrétaire général et s'implique notamment dans la politique de développement durable du groupe. En 2010, il est nommé par le gouvernement français commissaire au développement endogène pour l'Océan Indien et exerce à la Réunion et Mayotte pendant trois ans. Retraité en 2016, il fonde sa société de consultance. Il effectue des missions pour le GAPCM et travaille sur les politiques de responsabilité sociale des entreprises.

J'ai eu la chance d'exercer dans plus de trente pays. J'en retiens d'abord d'avoir approché une pluralité de cultures, d'avoir relativisé la mienne, d'avoir été confronté à différentes situations de développement. J'ai beaucoup appris. J'ai, sans exception, été bien accueilli partout. Ceci doit nous rendre humbles aujourd'hui en France. Dans les quelques souvenirs que je vous ai sélectionnés, je relate parfois des situations cocasses, amusantes. Il n'y a aucune malveillance de ma part à l'égard de ceux qui m'ont si bien accueilli et avec lesquels j'ai conservé de fidèles amitiés.

- **Festin à Nengo Nengo**

En 1976, mon mémoire d'ingénieur au Centre océanographique de Bretagne (aujourd'hui Ifremer Brest) m'a conduit naturellement à poursuivre au Centre océanologique du Pacifique (COP) à Tahiti, pour effectuer mon service militaire en tant que volontaire à l'aide technique. Il y a pire situation ! Je rejoignais une équipe dynamique de chercheurs en aquaculture tropicale, conduite par Alain Michel, un ancien de l'Orstom (devenu depuis l'IRD). Je me suis retrouvé à la tête du Laboratoire de qualité des eaux, son chef étant en congés de longue durée. Nous y avons notamment découvert que la crevette n'était sensible ni à l'ammoniac ni aux nitrites et que l'on pouvait donc l'élever littéralement dans des boues activées quasiment sans renouvellement d'eau. Cette technique a été reprise très récemment sous le vocable de *zero water exchange*. Mais ceci est anecdotique. Mes attributions m'ont amené en effet à vivre une expérience inoubliable.

La Polynésie vivait alors sa première transition politique vers un début d'autonomie. Un gouvernement territorial avait été mis en place. Un jour, le directeur du COP, Jean de Chazeaux, me demande si j'étais volontaire pour une mission urgente sur proposition de l'armée. Le gouvernement territorial avait en effet mobilisé une caravelle militaire pour aller

jusqu'à l'atoll de Rangiroa (archipel des Tuamotu), puis un hélicoptère Super Frelon pour rejoindre les atolls de Manuhangi et Nengo Nengo, deux tout petits atolls donnés au territoire en succession privée. En réalité, je découvrirai une fois dans l'avion que la plupart de ces gens allaient festoyer. Coup de cœur en découvrant le premier atoll ! Je ne disposais que d'un petit appareil 35 mm de base, mais par contre le pilote acceptait de se mettre à la hauteur nécessaire.

Trois personnes ont été débarquées dans le premier atoll, Manuhangi : l'ancien champion du monde de chasse sous-marine Jean Tapu, le champion de boxe de Polynésie et moi-même, jeune halieute chargé de faire des échantillons d'eau et de prélever des géniteurs d'huîtres perlières (*Pinctada margaritifera*) de la taille d'une assiette à pizza. Nous disposions en tout et pour tout d'un sac de farine et d'une boîte d'allumettes, pour trois jours. Au menu : eau de coco, pain avec l'eau de coco et la farine cuit dans le corail mort, fruits de mer à gogo. En réalité, j'ai compris au retour de l'hélicoptère que l'équipe gouvernementale était allée festoyer sur Nengo Nengo avec un congélateur plein et que le chasseur sous-marin Jean Tapu devait le remplir de poissons pour le retour. Ce furent mes premiers contacts avec ce que l'on désigne aujourd'hui pudiquement par *les questions de gouvernance*. Mais je resterai marqué par la richesse de la biodiversité de ces lagons quasiment inaccessibles en bateau et presque jamais visités.

- **Hélicoptère russe et «504 Pigeot » au Moyen Orient**

En 1978, à mon retour en métropole, j'ai intégré France Aquaculture et j'ai été mis à disposition de l'Unité environnement littoral du Centre océanologique de Bretagne. Je travaillais pour France Aquaculture en fonction des contrats que nous obtenions. Notre société a fait partie d'un consortium français pluridisciplinaire (pêche, aquaculture, tourisme, agriculture, mines, urbanisme, etc) chargé d'effectuer pour le gouvernement égyptien le *Red Sea Governorate Development Plan*, sur financement de fonds de contrepartie français, peu après la restitution par les Israéliens en 1979 des territoires occupés depuis la guerre du Kippour. Un peu délicat pour un jeune halieute inexpérimenté d'aborder une problématique complexe de développement d'un territoire dénué de tout, en milieu désertique, au sortir d'une guerre, et en anglais !

Notre lieu de travail sur la mer Rouge a été la base en construction du Club Méditerranée à Hurghada, juste au sud de la sortie du canal de Suez. Trois problématiques se sont posées : inventorier les sites de pêche, les sites d'aquaculture, mais aussi, last but not least, les sites de plongées pour le Club. Après d'intenses négociations avec l'armée égyptienne qui régénait le territoire restitué, nous avons pu réaliser cet inventaire en hélicoptère russe Mi-21, en partant d'en face de Ras Mohammed jusqu'à Bérénice, à la frontière du Soudan. Inoubliable expérience, nous pouvions atterrir là où nous voulions, examiner les lieux et plonger ; en fait, mettre des images sur les périple et aventures relatés par Henry de Monfreid. Hormis les plongées incroyables, les loches énormes, un environnement aquatique exceptionnel, deux

événements m'ont marqué. Arrivés à Bérénice, l'hélicoptère a dû faire le plein. Nous avons débarqué sur le tarmac à une température inouïe de l'ordre de 45 degrés, puis couru nous mettre à l'ombre dans des *fillods*, ces constructions métalliques de chantier très utilisées par l'armée. Le pilote, décontracté, a descendu une caisse de bière, l'a posée sous le cockpit, s'est assis dessus et a allumé une cigarette ! Pendant ce temps le camion de kérosène est arrivé. Tuyaux percés, sac de plastiques enroulés et serrés par des ficelles, le plein a commencé. Cela fuyait de partout. On m'a dit que le kérosène ne s'enflammait pas comme cela, mais tout de même ! J'étais mort de trouille. Au terme de notre inventaire, Jacques Gambart, plongeur émérite, découvre près de Hurghada une épave de galère romaine quasiment intacte avec des amphores cananéennes assez rares et entières. Il ramène 2 échantillons pour déclarer sa découverte aux autorités. Il est aussitôt mis en prison ! Les deux amphores terminent de part et d'autre de l'entrée du cap militaire pour désaltérer les soldats ! Au sortir de son incarcération d'une nuit, il décidera de ré-enfouir sa découverte pour la protéger.

En 1981, France Aquaculture a partagé avec Sepia International une étude financée par la Caisse centrale de coopération économique (qui deviendra l'AFD), sur le développement de l'aquaculture (eau douce et eau de mer) en Algérie. C'est pour moi la découverte d'un pays et de son histoire. Contexte qui interpellait ceux dont un parent avait connu la guerre d'Algérie. Nous devons faire un inventaire des sites et traverser toute l'Algérie, et avons trouvé avec difficulté un véhicule de location. Il n'y en avait pas beaucoup à Alger. Une 504 "Pigeot". Les meilleures ! Pas en très bon état à vrai dire. Après quelques kilomètres une porte ne s'ouvrait plus. Après une centaine de kilomètres, aucune des portes ne fonctionnait. Nous entrons et sortions par les fenêtres. Je me souviens d'un chef de *willaya* nous accueillant et interpellant son collaborateur : « *Ahmed ! Chouf la délégation française* ». Nous avons en effet fière allure.

La police n'avait pas très bonne réputation et avait la fâcheuse habitude de racketter les conducteurs algériens. Mais, peut être parce que nous étions étrangers, il ne nous est rien arrivé. Enfin presque. Un jour, arrivant à Batna après avoir découvert sur notre route les incroyables ruines romaines de Timgad, nous cherchons notre chemin pour rejoindre l'hôtel et faisons demi-tour dans un carrefour. Rien d'anormal. Mais « *Drinttttt !* » Coup de sifflet. Un policier. « *Vos papiers, s'elle vos plé !* ». Nous donnons tous les papiers. « *Les papiers dans l'orrrrrre !* » « *???* » « *Permis de conduire, carte grise, assurance, carte d'identité !* ». Pas de problème. Nous avons tout. Il ne nous demande pas de sortir : ouf ! « *Phares* »... çà marche, « *Codes* »... çà marche, « *Clignotants* »... çà marche à notre grande surprise car nous avons traversé une tempête de sable. Alors, un peu marri, il se retourne pour consulter son collègue. Il revient, déterminé. « *Feu de plafonnier s'elle vos plait* ». Il n'y avait pas d'ampoule. « *Défaut de plafonnier ! Contravention !* ». Là, toute la délégation qui faisait montre d'un grand respect de l'autorité, éclate de rire à l'unisson. Ceci a quelque peu décontenancé ladite autorité, laquelle nous a laissé repartir « *Ciirrrculez !* ».

Mais je m'éloigne de l'halieutique et vous promets d'y revenir dans les lignes qui suivent. En tout cas, un magnifique pays, de magnifiques gens ! Un potentiel agricole et halieutique incroyable, mais un environnement côtier déjà dégradé. L'histoire récente a malmené ce pays et sans doute altéré l'image que l'on peut en avoir, mais nous avons énormément apprécié d'y travailler.

- **Le pays de la teranga**

En 1983, je décide de partir sur le terrain, considérant qu'un consultant, un créateur de projet, ne peut être vraiment compétent que s'il a réellement fait du terrain. Me voici donc au Sénégal, en Casamance pour un test d'élevage de crevettes financé par la coopération française. C'est la découverte de l'extraordinaire culture diola. Là bas, le terrain est domanial, enfin en principe, mais dans la pratique, rien ne se fait sans l'adhésion des communautés diola. Que de palabres pendant des journées, des semaines et des mois. Lorsque l'on palabre, ça se passe en cercles concentriques. Je discutais au milieu avec le chef de village. Celui qui décide est à l'extérieur, et il faut le découvrir. Dans mon cas, c'était un récolteur de vin de palme. J'ai obtenu cette adhésion et nous avons pu travailler. La plupart des employés étaient proposés par les villages environnants. Le meilleur d'entre eux, Bathis Badiane, était le gardien. Il était aussi chargé de distribuer la nuit l'aliment dans les bassins d'élevage, de juvéniles et d'adultes de crevettes. Il y avait donc deux tailles d'aliment. Un jour il me demanda : « Patron, dans ce bassin je mets le gras nulé ou le petit nulé ? » Ceux qui ont fait de la pisciculture connaissent un parallèle avec les pt'is lapias, et les grands lapias (tilapia) !

Pour revenir à l'halieutique, le destin de l'aquaculture de crevette au sud du Sénégal a été contrecarré par deux éléments : des températures hivernales trop basses ne permettant pas réellement deux croissances par an et par bassin, et surtout le soulèvement indépendantiste qui a repris en 1985. Je dois dire à cet égard que pas un seul incident n'est intervenu à l'encontre du projet pourtant situé à proximité de l'épicentre de la rébellion. Mais, dans ces conditions, aucun investissement privé ne pouvait se réaliser à moyen terme.

En 1987, me voici projeté comme conseiller technique et économique du ministre de la Mer au Sénégal. Un poste passionnant tant il y avait à faire. 250 000 tonnes de production annuelle ! Et des sujets inédits. En premier lieu la restructuration de la pêcherie des thoniers canneurs basques. C'est la découverte d'une forme de pêche sélective et durable extraordinaire avec une communauté de pêcheurs basques très soudée et attachante. J'ai compris comment ces pêcheurs étaient entrés malgré eux dans un système malsain mêlant subventions, surfacturations, commissions et... banques françaises ! Nous les avons soutenus avec succès. L'un d'entre eux a même fait un procès pour « gestion de fait » à son banquier et il l'a gagné. Je crois pouvoir dire qu'avec les ligneurs de bars du raz de Sein, c'est l'une des formes de pêche les plus belles et les plus durables qu'il m'ait été donné de voir.

J'ai aussi constaté le spectaculaire développement de la pêche artisanale sénégalaise. J'ai mis en garde mon ministre contre les effets dévastateurs potentiels des subventions sur les

carburants et les moteurs qui étaient versées à l'excès. Nous courions à un désastre par surpêche. Quelques années plus tard c'était le cas, et un amer constat partagé avec mon ami directeur des pêches du Sénégal N'Diagua Gueye. Le ministère n'a plus de prise sur une pêcherie contrôlée principalement par la puissante confrérie religieuse des Mourides. C'est un échec au niveau de la gestion des pêches.

J'ai aussi eu à m'opposer sans succès à la corruption et aux effets dramatiques de projets disproportionnés, que j'appelle "les projets fournisseurs". Je me souviens de l'un d'entre eux, le projet *African Seafoods*. Financement garanti par l'Etat ! Il subventionnait une flotte de grands bolincheurs norvégiens pour traquer la sardinelle, et une énorme usine automatisée aux fins de commercialisation sur la côte ouest africaine. Tous les indicateurs techniques et économiques étaient au rouge. Nous craignions de surcroît que l'échec inéluctable ne conduise à une restructuration, puis à des demandes de licences de chalutage de fond, sur des ressources déjà surexploitées. C'est évidemment ce qui est arrivé plus tard, avec la délivrance de licences de chalutage à des navires chinois.

L'une des actions positives que j'ai menées est celle de la préparation du Sénégal, en tant que pays tiers, à l'avènement du marché unique européen en 1992. Avec l'aide d'Henri Belvèze, un talentueux vétérinaire, père du célèbre règlement sanitaire européen 2004/96, nous avons fait mettre les usines aux normes, mis en place une autorité et une réglementation, des laboratoires de référence. Le Sénégal a ainsi été le premier pays tiers de l'Union européenne, avant même les États membres, à avoir des entreprises aux normes et une autorité sanitaire compétente reconnue comme équivalente et habilitée à délivrer des agréments d'exportation.

- **Crevettes et paracétamol en Asie**

De retour en 1991 à France Aquaculture, j'ai constaté le désarroi de mes collègues vis-à-vis de la perte de marchés de services, due pour l'essentiel à l'émergence d'une expertise concurrente de qualité et plus compétitive dans les pays d'Asie et d'Amérique du Sud. Cependant, ils écartaient les sollicitations en provenance de l'Iran et de l'Inde, pays sujets à risques ou difficiles en négociations. J'ai saisi l'occasion de découvrir de nouveaux horizons.

Pour l'Inde, puisque nous étions plus chers, l'idée était de multiplier les études de faisabilité pour les écloséries, les fermes de crevettes ou les usines de produits halieutiques aux normes européennes, afin de faire des économies d'échelle à partir d'un socle technique commun. Après avoir trouvé un *counterpart* indien, retraité de la haute administration, nous avons démarché les quarante premières entreprises indiennes cotées au Bombay Stock Exchange et obtenu plusieurs contrats. Il y avait en effet à l'époque un engouement des entreprises indiennes sur le développement de l'aquaculture de crevettes. Il va sans dire que la technique d'élevage française se basait sur du semi-intensif respectueux de l'environnement et des études préalables approfondies sur l'aptitude des terrains et de leur environnement.

L'un de ces projets était porté par le grand groupe Escorts et concernait l'aménagement d'une ferme intégrée de crevettes dans les marais de Karikal, l'un des anciens comptoirs français. Nous avons fait le travail. Il nous restait cependant à vérifier une usine supposée produire du sucre à la périphérie du site. Nous sommes allés la visiter. En fait elle produisait du paracétamol. Pour ceux qui ont encore en mémoire quelques bribes de chimie, le paracétamol est une molécule qui a pour base un noyau de phénol. Donc ses métabolites ou dérivés sont à base de phénol et potentiellement très dangereux pour l'environnement, et dans tous les cas incompatibles avec un élevage de crevettes. Les responsables de l'usine se sont voulu très rassurants en me montrant leur station d'épuration (en réalité à l'arrêt) et les plans d'un émissaire en mer en polyéthylène haute densité portant les effluents à 2 km au large. Nous sommes donc allés nous baigner au bord de la mer où nous avons vite constaté avec effroi que l'émissaire était rompu au niveau de l'estran.

Fait assez rare dans le métier de consultant, nous avons présenté notre rapport au conseil d'administration du groupe avec des conclusions négatives recommandant soit de régler le problème de pollution constatée, soit d'abandonner le site. Nous n'en menions pas large. Nos interlocuteurs, très déçus, n'ont pas trop eu le choix, mais nous ont payés rubis sur l'ongle. Quelques mois après, nous recevions une lettre de gratitude du président nous remerciant du sérieux de notre travail qui les avait préservés d'une grave impasse économique, car le développement incontrôlé de l'aquaculture de crevette en Inde avait posé de sérieux problèmes environnementaux et sociaux dans le pays et conduit la Cour suprême à ordonner une interdiction temporaire de tout développement de la crevetticulture sur le pays.

- **« Docteur Couteaux » en Iran**

Nous avons répondu aux sollicitations de l'administration iranienne pour étudier en 1993 la faisabilité d'un élevage de crevettes dans le golfe persique. Nous avons deux interlocuteurs officiels, une jeune société, *Persian Prawns Ltd*, et le ministère du Jihad. En fait, le ministère de l'Agriculture qui avait en charge de soutenir la révolution portait l'attribut du Jihad ! Les courriers que nous recevions du ministère débutaient systématiquement par *In the name of God...* Ambiance ! L'ancien hôtel Hilton de Téhéran où l'administration logeait ses hôtes étrangers avait sa façade principale repeinte avec un immense portrait d'un combattant écrasant dans sa main levée un avion américain avec comme slogan "*Down with the USA*". Au ministère nous avons deux sortes d'interlocuteurs, les barbus, qui en réalité ne connaissaient pas grand-chose, et des fonctionnaires à l'ancienne, beaucoup plus instruits et compétents. Les barbus voulaient absolument que l'on élève la crevette locale dominante et très réputée en Iran, la *Penaeus semisulcatus*. Pas de chance, car nous considérions que c'était à l'époque l'une des espèces les plus difficiles à élever.

Il nous a fallu d'abord inventorier les sites sur le golfe Persique. Fait étonnant, nous avons bénéficié d'un hélicoptère Alouette 2 de l'armée pour faire tout le littoral. Nous sommes partis de Khorramchahr, ville martyre totalement détruite lors de la guerre Iran-Irak en 1980, avons

survolé la centrale nucléaire de Bouchehr, elle aussi récemment bombardée par les Israéliens, pour passer au dessus de la ville portuaire de Bandar Abbas sur le détroit d'Ormuz et atteindre enfin le littoral de la mer d'Oman jusqu'à la frontière du Pakistan. Superbe pays, d'une beauté à couper le souffle. Nous avons, sélectionné un site dans des marais salants proches de Bandar Abbas et nous avons proposé de retenir la « Tiger prawn » (*Penaeus monodon*) pour un projet pilote, malgré une salinité assez élevée.

Une fois le projet établi, les propositions d'assistance à la réalisation remises, nous avons là encore été payés rubis sur l'ongle, puis, plus de nouvelles. Ce n'est que deux ans après que j'ai été rappelé en Iran par un ancien fonctionnaire pour former un consortium et soumissionner à un appel d'offres pour la réalisation d'un plan de développement de la pêche et de l'aquaculture du pays, sur financement de la Banque mondiale. J'ai alors été reçu là bas à bras ouverts ! On m'appelait maintenant sans raison « *Doctor Couteaux* » ! Devant ma surprise, l'on finit par me dire que le projet pilote avait été exécuté sans notre assistance et avait donné des résultats au-delà de nos espérances. Du coup, je bénéficiais d'une véritable aura dans le ministère du Jihad, avec les barbus qui reconnaissaient le bien fondé de mes préconisations. Inutile d'ajouter que nous avons gagné par la suite l'appel d'offres en question.

Au cours de la présélection des consultants, un voyage a été organisé pour tous les candidats. J'ai alors pu visiter sur la mer Caspienne d'étonnantes fermes de repeuplement d'esturgeon. Tout halieute sait que le cas de l'esturgeon dans la mer Caspienne représente l'un des trop rares exemples réussis de repeuplement. Une partie des œufs d'esturgeons destinés au caviar et à la transformation était réservée pour une écloserie, que l'on va qualifier d'industrielle étant donné sa taille. Les larves étaient nourries aux asticots. Pour ce faire, un très grand hangar, un peu de la taille de celui d'un aéroport pour accueillir un avion, contenait une cuisine où l'on broyait des pommes de terre, des rayonnages à tiroir sur plusieurs étages où prospéraient les asticots, et une salle de triage télémechanique des asticots. Un bruit infernal régnait dans le hangar, celui de la mastication des larves. Je n'ai jamais vu une chose pareille en aquaculture. Cela fonctionnait parfaitement et le nombre de juvéniles d'esturgeons relâchés en mer était impressionnant.

Je retiens en définitive de ce pays, un paysage magnifique et une culture très grande qui se révèle pleinement lorsque la confiance et le respect mutuel naissent entre les interlocuteurs, un pays bénéficiant d'un potentiel agricole et halieutique élevé. Nul ne doit douter que lorsque les conditions seront favorables au développement, ce pays vivra la prospérité.

- **La crevette de Madagascar**

Début 1995, je suis invité par le ministère des Affaires étrangères (MAE) et l'Agence française de développement (AFD) à répondre à une demande d'assistance technique pour mettre en place un groupement professionnel des pêcheurs de crevettes à Madagascar. Apprenant le climat de corruption et la véritable guerre entre les acteurs, je décline poliment. Au dernier trimestre, me sentant très à l'étroit dans ma structure professionnelle, j'appelle à tout hasard

mes interlocuteurs du MAE et de l'AFD pour savoir où ils en sont. C'est la surprise. Ils m'annoncent que tous les candidats qu'ils ont proposés aux opérateurs malgaches ont été refusés, pour des raisons toutes plus mauvaises les unes que les autres, et que si je suis candidat, je serai leur dernière proposition. Banco ! Bateaux coulés, entrepôts incendiés, contrats sur des personnes, corruption croisée présumée remontant sur la France, beaucoup d'argent en jeu dans une filière qui a connu une grande prospérité. Évidemment, les uns disaient qu'ils perdaient de l'argent, que la crevette était de plus en plus petite, les autres voulaient se faire une place au soleil en criant au mensonge, etc. Nous disposions d'un financement de l'AFD, et moi de la bienveillance d'Aziz Hassan Ismail, une personne exceptionnelle en sa qualité de président du Groupement des armateurs à la pêche crevette de Madagascar, que je ferai évoluer peu après en Groupement des aquaculteurs et pêcheurs de crevettes de Madagascar, le GAPCM.

Me voici donc à Madagascar à Antananarivo. Il n'y avait plus qu'à. J'ai donc appliqué une recette imparable : « Mieux connaître, pour mieux comprendre, pour mieux gérer ». Nous avons monté un centre de recherche avec l'appui de l'IRD, fait une étude macro et microéconomique du secteur avec un volet public et un volet plus confidentiel (à charge pour les personnes malintentionnées de les distribuer). Et là, très vite on a pu dialoguer. Chacun n'avait plus sa vérité et son interprétation. Il fallait bien discuter de la même chose. J'ai pu obtenir des bailleurs de fonds (Fonds monétaire international, Banque mondiale, Union européenne, AFD) que la réforme du secteur crevette soit incluse dans les conditionnalités de décaissement du Programme d'ajustement structurel. Nous avons rapidement débouché en 2000 sur la mise en place d'un décret pour « une gestion transparente, non discrétionnaire et compétitive de la pêche crevette ». Sic ! Cela ne s'invente pas !

Ceci a permis la fin des zones exclusives, la mise en place d'un observatoire économique, l'optimisation des redevances. Mais nous n'en sommes pas restés là en concluant avec l'AFD un nouveau financement d'un programme de gestion durable de la pêche crevette. Nous avons installé les dispositifs anti-tortue et les dispositifs d'échappement des captures accessoires. Nous avons augmenté la maille des filets, réduit leur traînée, amélioré le rendement des bateaux (tuyères à hélices, peintures améliorées) etc... Très rapidement, nous avons identifié avec le Fonds mondial pour la nature (WWF) un objectif majeur : l'écocertification de la pêche par le *Marine Stewardship Council* qui venait de naître et dont mes contacts de l'Australian Fisheries Management Authority nous disaient grand bien. L'audit de précertification a finalement été mené en 2009. Et là nous avons rencontré un écueil qui n'a pas été surmonté depuis. Les deux points contrariant l'écocertification sont l'absence de contrôle et de régulation de la petite pêche, et l'incertitude sur le devenir du centre de recherche et de suivi de la ressource !

Nous avons identifié très tôt ce problème du développement inexorable et accéléré de la petite pêche à Madagascar, principalement dû à l'arrivée sur les côtes d'une population agraire migrant à cause de la pauvreté. Je viens récemment de conduire le plan de

développement de la pêche et de l'aquaculture à Madagascar. L'une de mes conclusions annoncées publiquement est que si le gouvernement ne met pas en place rapidement des solutions appropriées à ces problèmes de migrations et de stratégies de survie, les ressources halieutiques côtières à Madagascar seront inexorablement détruites dans les 5 à 10 ans qui viennent, à l'instar de ce qui s'est passé dans les forêts.

Beaucoup prônent le tout « petite pêche », voire opposent la pêche industrielle (même responsable) à la petite pêche. Nombre d'ONG se nourrissent de cette thématique sans discernement et sans regarder réellement ce qui se passe en matière de surexploitation, de destruction des espèces protégées etc. Enfin, petit clin d'œil à Didier Gascuel dont l'excellent ouvrage *Pour une révolution dans la mer* loue de modèle d'Elinor Ostrom. Celle-ci définit huit conditions nécessaires au succès de son modèle. À Madagascar, plusieurs conditions ne sont pas réunies, dont en particulier la première sur des limites clairement définies dans un contexte de migrations intenses. Nous avons tous la responsabilité de ce qui va survenir.

- **Appel au consomm'acteur**

En 2005 arrivant au terme de ma mission de secrétaire général du GAPCM, je décline une proposition de recrutement de la Banque mondiale pour des raisons familiales et accepte sans hésitation celle de rejoindre le président d'Unima, le seul sans doute à ne pas m'avoir fait de propositions alléchantes lors de mon mandat au GAPCM. Passionnante expérience de cinq ans en tant que secrétaire général. Je n'évoquerai qu'un aspect de mon travail concernant notre politique de développement durable du Groupe. Nous avons réalisé un partenariat inédit pour un groupe de pêche et d'aquaculture avec WWF International, intéressé de promouvoir nos modèles de pêche et d'élevage. Pour y arriver, un audit indépendant a été réalisé.

Nous nous sommes très vite souciés de développer une politique visant à réduire nos émissions. Pour cela, nous avons fait réaliser en 2008 par Carbone 4, une société créée par le désormais célèbre Jean Marc Jancovici, le premier bilan carbone d'un groupe de pêche et d'aquaculture dans le monde, et même le premier bilan d'une société dans l'hémisphère sud.

Mais nous n'en sommes pas restés là. Notre souhait étant de compenser, voire de parvenir à la neutralité, nous avons investi dans la recherche et le développement d'une plantation d'anacardiers - l'arbre qui produit la noix de cajou - en parcours bio sur des sols infertiles restaurés. Le projet portait sur 600 hectares. La séquestration carbone a été étudiée, certifiée (800 000 tonnes équivalent carbone) par un organisme international agréé. Nous souhaitions cofinancer le développement en vendant tout ou partie du carbone sur le marché de compensation. Nous négocions alors au siège de la Société générale à Paris. C'est le moment où le marché européen du carbone s'est effondré en raison d'escroqueries à la TVA. Depuis ce jour le projet est resté en *stand-by* !

Un autre aspect du développement durable est celui de son financement. Vous le savez, les producteurs du Sud ont moins de moyens que les producteurs français pour se défendre

lorsque les grandes surfaces leur imposent des baisses de prix. Celles-ci réduisent considérablement la marge. Ceci contraint les opérateurs à diminuer leurs dépenses, et celles consacrées au développement durable en sont les premières victimes. Il n'en reste pas moins que les grandes surfaces prétendent se mettre au développement durable. C'est ainsi qu'un jour Intermarché, notre client, est venu nous voir pour que nous proposons une action dans le cadre de la semaine du développement durable. En leur expliquant le raisonnement qui précède, je leur ai tenu le discours suivant : « Cette fois ci, nous n'allons pas baisser les prix, mais je vous propose de les augmenter d'un euro au kilo. Sur le village qui s'est créé près de notre ferme d'aquaculture, nous avons eu beaucoup d'initiatives, mais faute de moyens nous bloquons sur l'aspect suivant : nous avons contribué à la formation de 600 élèves en primaire mais pour le secondaire, les parents sont contraints d'envoyer à grands frais leurs enfants vers les grandes agglomérations. Nous voulons maintenant faire un lycée avec du matériel durable, et pour cela nous allons mettre à disposition gratuitement notre main d'œuvre, notre ingénierie et un commissaire aux comptes. »

Nous avons créé un partenariat gratuit avec l'Unicef et avons apporté la garantie que 100 % des sommes collectées seraient consacrées au lycée. Nous avons la conviction que les « consom'acteurs » accueilleraient très favorablement cette initiative que l'on pouvait suivre jour après jour sur internet. Ceci a été un très grand succès puisque le volume vendu a été le double de celui prévu. Du coup, on a construit en plus un internat. Aujourd'hui les résultats du lycée des Mousquetaires du Boeny sont les meilleurs de Madagascar, et Intermarché poursuit chaque année ce genre d'initiative.

- **Commissaire du gouvernement !**

Voici venu en 2010 le cap des 60 ans ! Le temps du questionnement sur mes compétences après avoir passé une grande partie de ma carrière à l'étranger. Je me suis inscrit chez des chasseurs de tête, pour en savoir plus. De façon inattendue est arrivé un avis à candidature du gouvernement français pour la sélection du commissaire au développement endogène, pour la Guyane, les Antilles et l'océan Indien (Réunion, Mayotte). J'y ai répondu dans la seule idée de me faire évaluer gratuitement. Je passe sur le processus de sélection et les nombreuses candidatures. Disons que je me suis pris au jeu et ai été séduit par le mirage des promesses de l'État. Je me suis donc retrouvé un jour commissaire au développement endogène pour l'océan Indien, avec rang protocolaire de préfet, c'est-à-dire que je discutais directement avec les ministres, Matignon et l'Élysée. Bigre ! Une fin de carrière bien loin de mes crevettes. Mais quelle surprise pour un halieute !

Je vais donc terminer mon propos en vous exposant un sujet particulier sur les aberrations de l'aide aux régions ultrapériphériques de l'Union Européenne et au développement des pays tiers. Vous connaissez tous le RSA, le Revenu solidarité active, très utilisé à la Réunion. Eh bien, des RSA il y en a deux à la Réunion, car il y a aussi le Régime spécifique d'approvisionnement. Il s'agit de subventions européennes visant à faciliter

l'approvisionnement en produits essentiels à la consommation humaine ou à la production agricole. La Réunion, importe annuellement 250 000 tonnes de céréales et tourteaux, en grande partie pour l'élevage parce qu'elle ne dispose pas de terre cultivable, l'essentiel de ses 26 000 ha étant occupé par la canne à sucre. En raison du RSA, ces matières premières viennent d'Europe et notamment de France, puis d'Argentine et d'Inde pour les tourteaux.

Mais pendant ce temps-là, la Direction générale du développement (UE) prône et subventionne le développement de Madagascar ; la direction du commerce quant à elle prône les accords de partenariat économiques, les APE dans la sous-région. L'Union européenne finance en gros des dispositifs permettant l'accroissement des échanges entre les territoires de l'océan Indien dans le but de satisfaire à leurs propres besoins. En attendant Madagascar souffre de la pauvreté et pourrait développer son agriculture et même la rendre exportatrice ! Madagascar n'exploite qu'environ 1/10ème de ses terres cultivables estimées à 36 millions d'hectares. Cherchez l'erreur ! Nous avons donc étudié puis mis en place un projet de co-développement privé/public pour produire des matières premières agricoles à Madagascar et les exporter en partie sur la Réunion. On prévoyait de commencer par le maïs, puis le soja et les fourrages. Sur le même principe, le blé pourrait être produit dans le nord-ouest du Mozambique. Les tests effectués ont été très satisfaisants. Mais à ce jour le RSA subsiste et les opérateurs réunionnais continuent à spéculer sur le marché des matières premières en profitant des subventions et ne semblent pas réellement être décidés à investir à Madagascar !

Si les jeunes en formation consentent à quelques conseils, je leur dirais : faites du terrain pour confronter et conforter votre savoir. N'hésitez pas à parcourir le monde ; vous serez bien accueillis. Si vous intégrez un syndicat professionnel, faites de la prospective, faites bouger les lignes dans un milieu conservateur. Il faut de la pêche responsable, nous sommes tous d'accord. Mais tous les acteurs doivent être concernés, grands comme petits. Il faut aussi des ONG responsables. C'est bien de se donner bonne conscience, mais il faut étudier, comprendre, accepter de dialoguer et construire ensemble. Dans le développement, les bailleurs de fonds disposent de plein de ressources et sont très souvent à la recherche de bons projets. Donc contrairement à certaines idées reçues, il y a beaucoup d'argent pour conduire des initiatives sérieuses. Avec la rigueur, la méthode et l'humilité, vous avez la capacité d'aborder n'importe quel sujet ! Bonne chance !